

CHINE :
UN CAPITALISME BUREAUCRATIQUE
FORCES ET FAIBLESSES

AU LOONG YU

CHINE :
UN CAPITALISME
BUREAUCRATIQUE
FORCES ET FAIBLESSES

AVANT-PROPOS
ET TRADUCTION DE L'ANGLAIS
PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

© ÉDITIONS SYLLEPSE, 2013
69 RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

EDITION@SYLLEPSE.NET
WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN: 978-2-84950-390-4

Les textes de Au Loong Yu sont issus de Au Loong Yu, Bai Ruixue,
Bruno Jetin et Pierre Rousset, *China's Rise: Strength and Fragility*,
Londres, Merlin Press Ltd, 2012.

Image de couverture : DR

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
<i>PATRICK LE TRÉHONDAT</i>	
1. SUR LA MONTÉE DE LA CHINE ET DE SES CONTRADICTIONS	15
2. DE « MAÎTRE » À « SERVITEUR » : TRAVAILLEURS ET ENTREPRISES D'ÉTAT DANS LA CHINE CONTEMPORAINE	85
3. LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE (1989-2009)	117
4. NOUVEAUX SIGNES D'ESPOIR : LES RÉSISTANCES EN CHINE AUJOURD'HUI	153
5. TIBET : UNION VOLONTAIRE OU ASSIMILATION FORCÉE ?	169

AVANT-PROPOS

PATRICK LE TRÉHONDAT

Les analyses présentées dans ce livre sur le régime chinois et ses contradictions sont celles d'un citoyen de la République populaire de Chine. En effet, Hongkong, où il réside, est une « région administrative spéciale » de la République populaire de Chine, régie selon le principe « un pays, deux systèmes ».

Colonie britannique, l'île a été restituée à la Chine populaire en 1997, soit un siècle et demi après le traité de Nankin (1842) par lequel la Chine, vaincue militairement, avait dû céder ce territoire à la Grande-Bretagne. Hongkong a cependant, depuis son retour dans le giron chinois, conservé ses lois, sa monnaie, son système politique, ses équipes sportives internationales et ses lois sur l'immigration.

La Chine s'est engagée à ce que Hongkong conserve son autonomie, au moins jusqu'à 2047, soit cinquante ans après le transfert de souveraineté. Que la bureaucratie chinoise n'ait pas touché un cheveu du régime capitaliste hongkongais se comprend dès lors que l'on sait que Hongkong a été un des premiers, si ce n'est son premier centre d'apprentissage du capitalisme. Grâce aux banquiers et aux entrepreneurs de l'île, les bureaucrates chinois ont pu apprendre comment l'exploitation de l'homme par l'homme dans le cadre de la mondialisation capitaliste pouvait leur rapporter beaucoup plus que la mise en œuvre de rigides et souvent artificiels plans quinquennaux.

Les dirigeants chinois ont alors adopté la cravate de soie qui a remplacé l'austère col mao, même si l'initiateur le plus déterminé de cette évolution, Deng Xiaoping, l'a porté jusqu'en sa mort en 1997. Il n'est pas impossible qu'il ait été le dernier des dirigeants chinois à ne pas porter la cravate.

La soixantaine passée, la bureaucratie chinoise fait preuve d'une vitalité, d'une adaptabilité et d'une force surprenantes. Sa jumelle soviétique, dans sa phase finale de sénilité, conformément à sa nature contre-révolutionnaire originelle, a fait au début des années 1990 le choix de restaurer immédiatement un capitalisme intégral, ce qui a conduit à sa désintégration et au recyclage social et politique de la partie la plus carnassière de ses membres.

Pour assurer leur avenir, les bureaucrates chinois ont donc choisi une option radicalement différente de celle de leurs homologues soviétiques. Ce n'est pas l'aspect le moins surprenant dans le comportement divergent de ces deux groupes sociaux de même nature. L'histoire et la formation sociale de chacun des deux pays comportent, il est vrai, de fortes différences.

La discussion, toujours inachevée, sur la nature de ces couches sociales particulières que sont les bureaucraties et par conséquent de ces États issus de révolutions qui ont connu de profondes dégénérescences bureaucratiques (États qui n'étaient pas capitalistes et encore moins socialistes), a pu, dans le passé, faire parfois sourire car s'apparentant à des débats sibyllins sans enjeu réel. Elle a même souvent pris des aspects dogmatiques. Il n'empêche que ces interrogations ne sont pas secondaires puisqu'elles concernent aujourd'hui quasiment un habitant sur cinq de la planète.

Au cours du siècle dernier, l'Opposition de gauche soviétique, premier courant marxiste à affronter le phénomène bureaucratique *in vivo*, dès son éclosion, a tenté d'apporter, sous l'impulsion de Léon Trotsky, des éléments de réflexion et de réponse qui ne sont pas à négliger. Confrontés à un phénomène social inattendu, tout en le combattant dans les terribles conditions de la terreur stalinienne de masse, les militants et les intellectuels de ce courant ont construit une pensée sur les causes et la nature du phénomène bureaucratique. La situation dans laquelle ils évoluaient n'était guère propice à une réflexion sereine, d'autant que par bien des

aspects leurs bourreaux revêtaient les traits de leurs propres camarades de parti.

Cependant, l'un des acquis de cette analyse, dont les fondements ont été élaborés au cœur même du processus, est que loin d'être un « accident » de l'histoire ou le fruit gâté d'erreurs humaines, la bureaucratisation est un processus social et politique. L'encerclement répressif et l'isolement ne seront pas sans conséquence sur leurs analyses. L'analyse trotskiste traditionnelle a ainsi pu considérer que seule l'enveloppe politique du régime était, dans le cas de l'État issu de la révolution d'Octobre, dégénérée et que le cœur de l'économie et des rapports sociaux restaient « fondamentalement » socialistes. Cette analyse partielle de la réalité conduira à la qualification d'« État ouvrier bureaucratiquement dégénéré » de cet État qui n'était ni capitaliste ni ouvrier, et à la défense d'une révolution politique ignorante de l'ensemble des rapports d'exploitation et de domination bureaucratiques qui avaient gangrené l'ensemble de la société soviétique.

Cette première contribution historique à la compréhension du phénomène bureaucratique naissant, le stalinisme sous sa forme russe, qui allait peser si lourdement sur le mouvement pour l'émancipation au cours du 20^e siècle, a ouvert un débat qui n'est toujours pas clos. Percer à jour la véritable nature sociale de la bureaucratie reste une tâche indispensable, car il faut imaginer les nécessaires pare-feu à la reproduction de ce type de processus qui, on le sait depuis l'expérience soviétique, devient très vite tentaculaire, s'immisce dans tous les pores de la société et au bout du compte devient le linceul de toute dynamique de transformation sociale. Cette compréhension, qui doit se traduire au plan programmatique, est donc incontournable pour tout acteur de la transformation sociale.

Si c'est là une toute autre tâche que celle que s'est fixée ce livre, son auteur nous invite par bien des aspects à rendre les discussions interrompues avec la disparition de l'URSS.

La Chine, son capitalisme bureaucratique, son parti unique dirigeant et son impitoyable dictature sont là pour nous rappeler à la nécessité de ce débat.

Au Loong Yu fait référence à plusieurs reprises à ce courant d'idées, et notamment à l'ouvrage pionnier de Léon Trotsky, *La révolution trahie*. Militant des droits humains, il s'est attelé depuis plusieurs années à comprendre la stratégie de la bureaucratie chinoise et l'évolution des autres couches sociales, notamment la classe ouvrière. Les analyses qu'il nous offre nous permettent d'y voir plus clair sur les relations entre les classes dans ce pays et l'évolution de sa formation sociale. Il nous indique qu'en dernière analyse la confrontation centrale est bien entre la bureaucratie et la classe ouvrière et les paysans.

Le secteur privé et les patrons chinois ne constituent pas pour le moment une classe indépendante et restent toujours dépendants de la bureaucratie. Ils ne sont porteurs ni d'une alternative au pouvoir en place, ni d'un projet démocratique qui prendrait la forme d'une révolution «bourgeoise» démocratique. Leur silence assourdissant lors du mouvement de la place Tian'anmen en 1989 démontre que, *pour le moment*, leur avidité et leurs intérêts les amènent à soutenir un régime d'ordre et de contraintes qui optimise leur capacité à extraire la plus-value. Lucide, cette couche sociale sait que seule la bureaucratie peut lui garantir la stabilité : elle lui est donc totalement soumise. Elle n'entend pas prétendre à un libéralisme politique bourgeois qui menacerait ses maîtres et pourrait accroître les dangers de désordre social. Le capital étranger, quant à lui, ne possède pas le rapport de forces nécessaire pour imposer ses vues.

Il est probable que la création de syndicats indépendants, évoquée par Au Loong Yu, ait retenu l'attention de tous ces cercles qui les ont observés avec méfiance. Les entreprises multinationales étrangères qui investissent en Chine et qui y ont découvert le paradis rêvé des exploiters n'ont certainement pas considéré d'un bon œil le virus syndical

qu'elles combattent avec hargne dans leur mère-patrie. Si les négociations et les exigences de la bureaucratie chinoise (notamment en matière de transferts de technologie, car elle voit plus loin que les investissements profitables immédiats) relèvent parfois de mœurs et de façons de faire un peu surprenantes pour des hommes d'affaires occidentaux ou asiatiques, il reste que le vaste marché et l'immense réservoir de main-d'œuvre chinois et les conditions optimales de son exploitation, une fois certains obstacles franchis, constituent un avantage inestimable.

Au Loong Yu attire aussi notre attention sur les modifications de la force de travail chinoise qui, à terme, pourraient constituer de redoutables problèmes pour ses exploiters chinois ou étrangers. Selon l'Organisation internationale du travail, la force de travail chinoise comptait en 2011 plus d'un milliard d'individus, soit 74% de la population, même si du fait de la politique drastique de restrictions des naissances les tendances démographiques ont provoqué tendancielllement une baisse du pourcentage de la population active. Cette force de travail a cependant connu une transformation importante au cours des dernières années: la part des travailleurs dits migrants, c'est-à-dire issus des campagnes, arrivant à la ville et s'y fixant d'une façon ou d'une autre dans des conditions de précarité extrême, est devenue massive. On estime que deux ouvriers d'usine sur trois viennent de la campagne. Ils représentent la fraction la plus exploitée du prolétariat, à l'instar des immigrés dans d'autres pays. Autre conséquence de ce mouvement: désormais un Chinois sur deux vit en ville.

Au Loong Yu revient en détail sur ces évolutions, y compris pour souligner l'avenir des luttes ouvrières et la construction d'un mouvement ouvrier chinois indépendant. Car au-delà de l'analyse de la bureaucratie et son devenir, il est d'abord un observateur engagé, partisan d'un socialisme démocratique radicalement débarrassé des dérives staliniennees et totalitaires, et un activiste des droits sociaux en Chine.

On notera sa prudence sur les délais d'éclatement des contradictions sociales qu'il relève et qui selon lui ne manqueront pas d'aboutir au renversement de la bureaucratie. Attentif aux germes que sèment les luttes ouvrières et environnementales, il souligne les signes d'espoir qu'il entrevoit dans le dépassement du traumatisme de la défaite de la place Tian'anmen.

Depuis qu'il a rédigé les textes que nous publions, d'autres luttes se sont déroulées sur le continent et dont nous ne citerons que quelques exemples. À la mi-juillet 2013, près de cinq mille travailleurs d'une entreprise automobile sino-américaine se mettaient en grève pour s'opposer au rachat de leur entreprise par une société indienne, craignant des pertes d'emplois et de garanties sociales. Début août, des centaines de travailleurs des transports publics de la ville de Shenzhen manifestaient pour protester contre le suicide d'une de leurs collègues, conductrice de bus de 32 ans, désespérée par les prélèvements effectués par la direction sur son salaire en raison de la plainte d'un usager à qui elle n'aurait pas permis de descendre entre deux arrêts...

Au même moment, à Yantai, les ouvriers d'une entreprise automobile chinoise à capitaux étrangers fabriquant des pièces détachées pour Honda et BMW étaient en grève pour réclamer des hausses de salaires et de nouvelles élections syndicales. Selon eux, les dirigeants du syndicat officiel ne faisaient rien pour défendre leurs intérêts et se situaient même du côté de la direction. Grève victorieuse : 17% d'augmentation de salaire ont été arrachés et de nouvelles élections syndicales devaient être organisées.

Toutes ces luttes qui s'accumulent, ainsi qu'Au Loong Yu le remarque, vont au-delà de revendications strictement matérielles et indiquent une élévation de la conscience sociale et écologique en Chine. Dans certaines des luttes évoquées dans l'ouvrage, les travailleurs se portent directement candidats à la gestion de leur entreprise, considérant que les directions en place ont fait faillite. L'émergence de

cette aspiration à l'autogestion, voire de sa mise en œuvre, même si elle est limitée dans le temps et en ampleur, est certainement le signe que les travailleurs chinois sont en train d'élaborer concrètement par eux-mêmes les voies d'un socialisme démocratique d'autogestion, au fur et à mesure qu'ils affrontent les bureaucrates et les capitalistes, c'est-à-dire leurs exploiters.

Enfin, l'ouvrage comporte une contribution majeure sur la question du Tibet. Si celle-ci semble être un sujet populaire en Occident, c'est souvent plus en raison de la personnalité du dalaï-lama que de la situation réelle du peuple tibétain, qui semble n'être réduit qu'à une population composée de moines. D'autres, ici même, qui n'acceptent pas la direction religieuse de l'opposition tibétaine, sombrent dans la caricature et, par des raccourcis surprenants, se rangent sous le drapeau de la bureaucratie chinoise lui faisant totalement confiance en piétinant au passage le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au LoongYu ne verse dans aucun de ces travers. Défenseur inconditionnel (c'est-à-dire sans condition aucune) du droit du peuple tibétain à disposer de lui-même, sous la forme qu'il choisira, même si celle-ci peut ne pas recueillir son approbation, il revient sur les conséquences désastreuses de la politique stalinienne du Parti communiste chinois en matière de nationalités et sur la tragédie du Parti communiste tibétain. Sans angélisme, il rappelle au peuple chinois et à ses secteurs démocratiques les plus avancés que l'oppression du peuple tibétain ne peut se réduire à l'oppression générale que subit le peuple chinois sous le joug du Parti communiste chinois. S'appuyant sur Marx et Lénine, il souligne que le chauvinisme grand-chinois (Han) dominateur et oppresseur des minorités nationales n'apportera rien d'autre au peuple chinois que l'enfermement dans une complicité coupable avec ses oppresseurs et l'attachement à la bureaucratie. Il défend là une position de principe indépendante de la bureaucratie chinoise et des autorités

religieuses tibétaines. La gauche française, qui sombre facilement dans le «jacobinisme», pourrait s'en inspirer lorsqu'elle traite, ici ou ailleurs, la question des minorités nationales.

Nous n'en avons pas fini avec la Chine. Ni nos analyses du «néolibéralisme», ni celles du «capital» ne nous permettent de comprendre ce qui se passe là-bas, de saisir ce qui y est à l'œuvre et donc d'en deviner le devenir. Le travail présenté ici d'Au Loong Yu nous est donc précieux. Il nous aide à percer les énigmes de ce régime qui exhibe aux yeux du monde entier une physionomie particulière, inclassable, et qui ne peut être assimilé au mode de production capitaliste dominant. Il nous faut donc reprendre, sans œillères et sans amnésie, le fil de cette réflexion et des contributions venues du passé que nous n'avons fait qu'évoquer. Les textes d'Au Loong Yu nous y incitent. On s'en doute, il n'est pas le seul à scruter la société chinoise et ses contradictions. Nombreux sont ceux qui se sont attelés, comme lui, à construire en Chine une pensée indépendante et critique, qui est indispensable aux mouvements de contestation pour se doter d'une stratégie et d'un programme d'émancipation.

Et c'est une bonne nouvelle.

**Pour suivre l'actualité des luttes sociales et écologiques
en Chine (en anglais)**

China Labor Watch, www.chinalaborwatch.org/

China Labour Bulletin, www.clb.org.hk/en/

China Labour Net, www.worldlabour.org/eng/

1. SUR LA MONTÉE DE LA CHINE ET DE SES CONTRADICTIONS

L'émergence de la Chine est indubitablement à la fois une des questions les plus importantes et le plus grand mystère de ce début de 21^e siècle. Pour les élites américaines, les plus grandes inconnues sont les réponses à apporter aux questions suivantes : « la montée de la Chine constitue-t-elle une menace pour l'hégémonie américaine ou la Chine est-elle un partenaire? », « le consensus de Pékin prendra-t-il à l'avenir la place du consensus de Washington¹? ». Pour ceux des Chinois qui sont attachés à développer le projet d'une Chine démocratique, les énigmes plus importantes sont les suivantes : « l'émergence de la Chine signifie-t-elle que la dictature du Parti communiste chinois (PCC) pourra se maintenir de manière ininterrompue encore pendant de nombreuses années? », « cela veut-il dire que l'avenir démocratique de la Chine est très sombre? ».

Pour répondre à ces questions, on ne peut éviter de revenir à une question fondamentale : « quelle est la nature du capitalisme en Chine? ».

LA CHINE, UN CAPITALISME BUREAUCRATIQUE

Il est aujourd'hui courant de décrire la Chine comme un capitalisme autoritaire. Si le terme désigne une société combinant liberté économique pour l'accumulation du capital et État despotique, alors d'évidence la Chine entre dans

1. Stefan Halper, *The Beijing Consensus, How China's Authoritarian Model will Dominate the Twenty First Century?* chap. 2, trad. chinoise, Taïwan, Basic Books, 2010. L'idée originale du « consensus de Pékin » a été lancée par Joshua Cooper Ramo, mais lorsqu'il a écrit *The Beijing Consensus* en 2004, il ne le pensait pas comme une contestation du consensus de Washington. Son idée du « consensus de Pékin » reste contestée par d'autres universitaires ; voir par exemple, Ding Xueliang, *The Chinese Model, For and Against*, éd. chinoise, Hongkong, Oxford University Press, 2011.

cette catégorie. Le problème est que ce terme est si polysémique qu'il ne constitue pas un outil d'analyse permettant une compréhension profonde de la Chine. Par exemple, dans son ouvrage de référence, *The Beijing Consensus*, Stefan Halper caractérise la Chine comme une sorte de « capitalisme autoritaire », au même titre que la Russie, l'Iran, le Venezuela et d'autres pays qui sont à l'opposé de la démocratie libérale². Cette approche brouille la distinction entre les pays qui ont connu une révolution socialiste puis une restauration capitaliste (l'ancienne Union Soviétique et la Chine) et les pays qui, tout en ayant été traversés par des soulèvements sociaux n'ont pas connu de révolution socialiste en tant que telle. L'Iran n'a pas connu de développement économique accéléré tel que celui de la Chine. Bien que les deux pays soient sans doute aucun des pays capitalistes, mettre le Venezuela et la Chine dans le même panier et proclamer qu'ils ont le même type de capitalisme autoritaire ne prend pas en compte le fait que, au contraire de la Chine, le Venezuela fonctionne avec une démocratie représentative. Une telle classification arbitraire ne permet pas de comprendre l'ascension de la Chine.

Cette classification obscurcit également la différence entre la Chine et l'ex-Union soviétique et méconnaît les caractéristiques particulières de la Chine. La prise en compte de ces différences est cependant fondamentale pour donner du sens à l'ascension de la Chine et à son impact sur le monde.

L'étiquette de « capitalisme d'État » est elle aussi accolée à la Chine. Ainsi, dans un dossier sur le « capitalisme d'État », *The Economist* intègre la Chine dans cette catégorie et explique ainsi son ascension : « La crise du capitalisme libéral a été aggravée par l'apparition d'une puissante alternative : le capitalisme d'État, qui tente de combiner à la fois la puissance de l'État et celle du capitalisme³. »

2. *Ibid.*

3. *The Economist*, 21 janvier 2012.

Selon les auteurs, la notion de capitalisme d'État désigne des réalités différentes. Une partie de la gauche le définit comme un État où le capital privé et le marché concurrentiel ont été largement éliminés et où l'appareil d'État agit comme le seul représentant de la classe bourgeoise en effectuant l'accumulation du capital⁴. Pour ces théoriciens, l'Union soviétique correspondait à cette définition. En ce qui me concerne, dans cet ouvrage, j'emploie la notion de capitalisme d'État pour désigner l'intervention du secteur public et de l'État dans une économie capitaliste mixte, sans référence aucune au système politique en œuvre. Dans un sens plus étroit, je me réfère aussi à une forme de capitalisme où le secteur étatisé est devenu dominant vis-à-vis du secteur privé. En Europe de l'Ouest, le poids du secteur public a varié avec le temps, mais, même à son apogée, il n'a jamais dominé l'économie, même s'il en a dominé certains secteurs clés⁵. À l'inverse, dans certains pays en voie de développement, comme la Chine, le secteur étatisé peut être largement dominant.

Il est tentant de décrire la Chine comme une combinaison de capitalisme autoritaire et de capitalisme d'État, étant donné qu'elle combine un système politique despotique, un secteur étatisé puissant et une économie capitaliste. Cependant, pour ma part, je préfère caractériser le système actuel chinois comme une variante de capitalisme bureaucratique, parce que, en dehors des traits communs qu'il partage avec le capitalisme d'État autoritaire, il comporte également des particularités propres qui ont une incidence sur les relations concrètes entre les classes et l'État.

Dans *The Deng Xiaoping Era: An Inquiry into the Fate of Chinese Socialism, 1978-1994*, Maurice Meisner, qui

4. Voir notamment Tony Cliff, *State Capitalism in Russia*, publié en 1947. L'auteur (1917-2000) a été membre du Socialist Worker's Party britannique.

5. En 1976, les entreprises détenues par l'État comptaient pour 12 à 13% en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne; l'Italie avait un pourcentage encore plus élevé et atteignait 24%. Voir Chen Hong, *Guoyou jingji buju* (L'économie d'État), Beijing, China Economic Publishing House, 2012, p. 85.

consacre un chapitre particulier à l'analyse du capitalisme bureaucratique chinois, explique :

« Sans doute est-il logique que le mariage du “marché” et d'un appareil bureaucratique consolidé ne puisse pas conduire à une “économie socialiste de marché”, ainsi que l'idéologie officielle désigne ce système, mais plutôt à une forme de capitalisme bureaucratique. Le capitalisme bureaucratique – “terme faisant référence à l'utilisation du pouvoir politique et au poids des administrations pour dégager du profit privé en utilisant pour l'activité économique des méthodes capitalistes ou quasi-capitalistes” – n'est guère une nouveauté dans l'histoire mondiale. Mais nulle part cette utilisation n'a été aussi importante que dans l'histoire de la Chine, que ce soit dans à l'époque traditionnelle ou moderne⁶. »

Comme tous les partis communistes au pouvoir, le droit exclusif du PCC à « diriger » le pays est inscrit dans la Constitution. Ce parti n'est rien d'autre que le parti de la bureaucratie dont l'élite tient fermement depuis plus de soixante ans les rênes du pouvoir d'État et des entreprises d'État, sans même tenter de prétendre être un État neutre. Le PCC contrôle tous les niveaux des pouvoirs administratif, législatif et judiciaire ainsi que les forces armées. Il étend également son contrôle sur les médias et les maisons d'édition et même si c'est aujourd'hui de façon atténuée, il maintient également la surveillance de la pensée. Dans le champ économique, depuis les années 1980, le parti a permis la renaissance du capital privé et l'économie planifiée a été démantelée. Alors qu'en Union Soviétique, la restauration du capitalisme s'était accompagnée de la disparition du Parti communiste, la Chine est un des rares pays où le processus de restauration a été dirigé par un parti communiste. Contrairement à ce que les libéraux attendaient, l'économie pluraliste n'a pas apporté avec elle la « société civile » espérée. Les libertés civiles tout toujours étouffées et toutes les

6. Maurice Meisner, *The Deng Xiaoping Era – An Inquiry into the Fate of Chinese Socialism 1978-1994*, New York, Hill and Wang, 1996, chap. 11, p. 300.

associations sont obligatoirement liées aux ministères ou à aux institutions publiques. Même les quatre cent différentes associations industrielles ont été fondées par des responsables gouvernementaux⁷.

Le pouvoir absolu sur l'État ne suffit pas aux responsables du parti. Ses dirigeants cherchant à rendre leur pouvoir héréditaire, on assiste à la désignation pour les postes importants de «princes héritiers» et à l'apparition des *guanerdai*, terme qui désigne les «enfants de mandarins» recrutés à de confortables postes au sein de l'État. Princes héritiers et *guanerdai* n'occupent pas leurs fonctions en raison de leurs mérites, mais en raison de leur parenté. Dans d'autres pays autoritaires, si ce phénomène existe, il est le plus souvent limité aux couches supérieures du groupe dirigeant. En Chine, un tel phénomène est au contraire généralisé à tous les niveaux de l'administration, sauf parmi les rangs des employés de bureaux.

Un second trait de l'actuelle bureaucratie chinoise est qu'à chaque niveau de direction de l'État, on trouve des dirigeants de type capitaliste qui usent de leur pouvoir de coercition pour, directement ou indirectement, détenir du capital et tirer des profits. Les responsables de moindre importance reçoivent souvent eux aussi une part du profit. Dans la plupart des pays capitalistes, l'exercice du pouvoir d'État et la mise en œuvre de l'accumulation du capital sont exercés par deux groupes distincts, précisément les bureaucrates et les capitalistes. Les bureaucrates chinois combinent les deux fonctions et perçoivent simultanément un salaire et captent une partie de la plus-value. Ceci dépasse le phénomène général de collusion entre les responsables gouvernementaux et les capitalistes. Les capitalistes bureaucrates accaparent les secteurs les plus rentables de l'économie

7. Scott Kennedy, «La plupart sont gérées par des responsables gouvernementaux, ont leur bureau dans des immeubles officiels et ont bénéficié de l'argent des coffres du gouvernement», *Transnational Political Alliances: An Exploration With Evidence from China*, <http://bas.sagepub.com/cgi/content/abstract/46/2/174>.

nationale et deviennent le cœur de la nouvelle bourgeoisie. Les capitalistes privés qui ne sont pas intimement liés aux capitalistes bureaucrates sont réduits à une situation marginale.

Ceux qui décrivent l'État chinois actuel comme étant autonome de la bourgeoisie, voire simplement méfiant à son égard, et qui prétendent ainsi qu'il n'est pas lui-même subordonné aux intérêts de classe de cette bourgeoisie et donc que la Chine reste un pays non-capitaliste, pour ne pas dire «socialiste», se trompent du tout au tout. C'est là pourtant la position développée par Giovanni Arrighi dans son livre *Adam Smith in Beijing*⁸; selon lui, la bureaucratie et la classe capitaliste sont nécessairement deux groupes sociaux entièrement différents, voire opposés. Cette analyse est contredite par ce qui se passe depuis 1989 en Chine où la bureaucratie *est* la classe capitaliste. Cette métamorphose a été le choix conscient de la bureaucratie et non pas le résultat inattendu de la «pente glissante» de la réforme du marché. Deng Xiaoping avait caressé cette voie dès 1984 lorsque la Chine avait promis à la Grande-Bretagne que le capitalisme du «laisser-faire» de Hongkong serait maintenu pendant les cinquante années qui suivraient le retour de la ville dans le giron chinois. Plus tard, il devait annoncer qu'à Hongkong le capitalisme serait autorisé à persévérer au-delà de cette période. En 1987, il donna ce conseil à une délégation africaine : «Ne suivez pas la voie socialiste. Faites tout ce que vous pouvez pour faire de la croissance économique⁹.»

L'État chinois sert par-dessus tout les intérêts politiques et commerciaux, individuels et collectifs, de la bureaucratie. Il en est ainsi des entreprises d'État et des autres institutions économiques publiques. On peut même dire que

8. Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing* London, Verso, 2007, p. 332 et 336 (*Adam Smith à Pékin : Les promesses de la voie chinoise*), Paris, Max Milo, 2009.

9. Le discours fut supprimé, mais il a été finalement diffusé à HongKong par l'ancien chef de l'administration générale de la presse et des publications, Dao Daozheng (*Ming Pao Daily*, 14 octobre 2008).

C'est également la raison pour laquelle le parti joue ces dernières années de plus en plus la carte du nationalisme, voire de la xénophobie : plus la bureaucratie du parti devient la cible de toutes les classes, plus elle estime nécessaire de détourner les problèmes internes vers des questions extérieures. Bien qu'il y ait des signes qui montrent que le peuple travailleur chinois est aujourd'hui plus préoccupé par le despotisme du PCC, la misère, l'absence de droits politiques, la sécurité de l'emploi, les retraites et l'avenir de ses enfants que de combattre des envahisseurs imaginaires complotant pour faire éclater la Chine. En 2006, à la question « Souhaiteriez-vous être à nouveau Chinois dans votre prochaine vie ? » posée par le site *Netease*, 64 % des personnes interrogées répondaient non avec une explication récurrente : « Être chinois, c'est ne pas être respecté en tant qu'être humain³⁶. » Cela nous montre à nouveau que la « nation » n'est pas un tout homogène et que les Chinois Han ne font pas exception à cette règle.

Il est du devoir de toutes les forces progressistes de Chine de gagner les gens à l'idée d'une véritable égalité entre toutes les nations, à commencer par le respect du droit à l'autodétermination pour les minorités ethniques.

Dans le même esprit, j'espère également que le peuple tibétain pourra continuer à rejeter l'idée étriquée qui leur fait considérer que tous les Chinois Hans sont responsables de la misère du peuple tibétain, notamment quand une telle conception conduit aux attaques et aux meurtres indifférenciés de Chinois Han comme que cela s'est produit pendant les émeutes de 2008.

36. « Diaocha laisheng shifou yuanyi zuo zhongguoren rehuo, wangyi zhubian tuzao jiegou » (L'enquête « Souhaiteriez-vous être à nouveau Chinois dans votre prochaine vie ? » provoque des difficultés. L'éditeur de *Netease* a été licencié), *Apple Daily*, 17 septembre 2006, <http://hk.apple.nextmedia.com/international/art/20060917/6321968>.

